



**l'Assurance
Maladie**

Agir ensemble, protéger chacun

Haute-Garonne

Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Haute-Garonne

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

FORMATIONS DE SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET ÉCO CONDUITE À DESTINATION DU PERSONNEL DE LA CPAM DE LA HAUTE-GARONNE

MARCHÉ N°G2025043

Organisme :

Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Haute-Garonne

3 boulevard du Professeur Léopold Escande

31093 TOULOUSE Cedex 9

N° SIRET : 776 950 404 00025

Marché Public de services

**Marché Public à procédure adaptée passé en application notamment des articles L. 2113-15 et
R. 2123-1 L2123-1.2°, L2125-1, R2123-1.3° du Code de la Commande Publique**

Table des matières

I.	Objet du marché – Dispositions générales.....	3
I.1	Objet.....	3
I.2	Procédure de passation.....	3
I.3	Lieu d'exécution	3
I.4	Allotissement.....	4
I.5	Forme du marché	4
I.6	Bons de commande.....	4
I.7	Sous-traitance.....	4
I.8	Cotraitance	5
I.9	Exécution complémentaire	5
I.10	Clause de réexamen	5
II.	Parties contractantes	5
III.	Pièces constitutives du marché	6
IV.	Durée	6
V.	Bons de commande.....	7
V.1	Modalité de commande des formations	7
V.2	Délais de transmission des bons de commande	7
V.3	Emission des bons de commande	7
V.4	Non-exécution du bon de commande.....	7
VI.	Modalités d'exécution.....	8
VI.1	Formations interentreprises.....	8
VI.2	Profil de l'intervenant.....	8
VI.3	Organisation des sessions de formation	8
VI.4	Localisation des formations.....	8
VI.5	Annulation ou report.....	8
VI.6	Transmission des supports de formation.....	9
VI.7	Bilan des évaluations.....	9
VII.	Achats hors marché.....	9
VIII.	Achats sur catalogue	10
IX.	Prix.....	10
X.	Conditions de règlement.....	10
X.1	Modalités de transmission des factures.....	10
X.2	Modalités de règlement	12
X.3	Avance	12
XI.	Responsabilité et assurances	13
XI.1	Responsabilité contractuelle	13
XI.2	Assurances.....	13
XII.	Pénalités	13
XIII.	Confidentialité	14
XIV.	Résiliation	16
XV.	Règlement des litiges	17
XVI.	Dérogations au CCAG PI	17

I. Objet du marché – Dispositions générales

I.1 Objet

Le présent marché porte sur la mise en œuvre de formations interprofessionnelles et intra-professionnelles de sécurité routière et d'éco conduite à destination du personnel de la CPAM de la Haute-Garonne.

Dans le cadre du présent marché, les termes ci-après sont définis de la manière suivante :

- **Formation intra professionnelle** : Formation comprenant uniquement des membres du personnel de la CPAM de la Haute-Garonne ;
- **Formation interprofessionnelle** : Formation regroupant les salariés de plusieurs entreprises privées ou organismes publics dont un ou plusieurs membres du personnel de la CPAM de la Haute-Garonne ;
- **Jour de formation** : Au sens du présent accord-cadre, un jour de formation a une durée de sept heures.

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, les commandes pourront être passées :

- Soit pour les prestations listées à l'annexe financière par l'émission de bons de commande correspondant aux tarifs renseignés par les titulaires de rang 1 et 2 ;
- Soit pour les prestations non listées à l'annexe financière mais prévues dans le catalogue du Titulaire.

I.2 Procédure de passation

Le présent marché est un accord-cadre à procédure adaptée en raison de son objet passé en application notamment des articles L2123-1.2°, L2125-1 et R2123-1.3° du Code de la Commande Publique.

Le présent marché est un accord-cadre à procédure adaptée en raison de son objet passé en application notamment des articles L2123-1.2°, L2125-1 et R2123-1.3° du Code de la Commande Publique. En effet, le présent marché porte sur des services sociaux et autres services spécifiques conformément à l'annexe 3 du Code de la Commande Publique, le code CPV est le 80511000-9 : « Services de formation du personnel ».

I.3 Lieu d'exécution

Le lieu de formation sera déterminé par le Titulaire en charge de l'exécution du bon de commande dans le respect des clauses du présent marché.

I.4 Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti.

I.5 Forme du marché

Le présent accord-cadre est multi-attributaire, il comporte un maximum de deux (2) titulaires. Il est exécuté par l'émission de bons de commande selon la méthode dite « en cascade » : la CPAM de Haute-Garonne contacte en priorité le titulaire de premier rang. Si celui-ci n'est pas en mesure de répondre dans les délais exigés ou refuse expressément de répondre, la CPAM de Haute-Garonne s'adressera au titulaire de second rang.

I.6 Bons de commande

Le présent marché est un accord-cadre à bons de commande conformément notamment aux articles L2125-1, R2162-13 et R2162-14 du Code de la Commande Publique.

I.7 Sous-traitance

Les conditions et modalités applicables à la sous-traitance sont notamment définies à l'article 3.6 du CCAG-Propriété intellectuelle et aux articles L. 2193-1 à L. 2193-3 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du Code de la commande publique.

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines prestations à condition d'avoir obtenu, pour chaque sous-traitant, l'approbation préalable de la CPAM et l'agrément de ses conditions de paiement.

La demande de sous-traitance peut intervenir, soit lors du dépôt de l'offre, soit en cours d'exécution du marché, et ce moyennant remise des documents exigés par les textes réglementaires.

L'entrepreneur principal devra justifier d'une caution personnelle et solidaire pour garantir le paiement des sous-traitants de second rang, à défaut d'avoir obtenu du Maître d'Ouvrage un accord sur une délégation de paiement.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir que sous réserve de son acceptation et l'agrément de ses conditions de paiement.

Dans tous les cas de sous-traitance, le Titulaire se porte garant et demeure personnellement responsable du respect par le(s) sous-traitant(s) de toutes les obligations résultant du marché, quelles que soient la nature et l'étendue des prestations sous-traitées. Toute sanction prévue par le marché sera applicable exclusivement au Titulaire, seule entité ayant un lien contractuel avec la CPAM de Haute-Garonne.

Si le sous-traitant venait à entrer dans l'un des cas d'interdiction de soumissionner visés aux articles L. 2141-1 et suivants du Code de la commande publique, il devra en informer sans délai la CPAM pour prendre toutes mesures nécessaires.

Toute sous-traitance occulte dûment constatée donnera lieu à une mise en demeure notifiée à l'entreprise principale pour procéder à la déclaration de son sous-traitant dans un délai qui lui sera imparti. Si cette mise en demeure reste en tout ou partie infructueuse, la CPAM pourra notifier sa décision de résilier le marché pour faute, aux frais et risques du Titulaire.

Le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées, est payé directement pour les prestations dont il assure l'exécution, dès lors que le montant des prestations sous-traitées est égal ou supérieur à 600 euros TTC. Il est dit « sous-traitant de premier rang ».

1.8 Cotraitance

En complément de l'article 3.5 du CCAG-Propriété intellectuelle, les opérateurs économiques sont autorisés à se porter candidat sous la forme d'un groupement solidaire ou d'un groupement conjoint. Dans le cas du groupement conjoint, son mandataire doit être solidaire techniquement et financièrement de chacun des membres pour l'exécution des prestations.

Il est précisé que si un des membres du groupement venait à entrer dans l'un des cas d'interdiction de soumissionner visés aux articles L. 2141-1 et suivants du Code de la commande publique, il devra en informer sans délai la CPAM pour prendre toutes mesures nécessaires.

1.9 Exécution complémentaire

Les prestations du marché pourront donner lieu à un nouveau marché pour la réalisation de prestations similaires dans les conditions définies à l'article R 2122-7 du code de la commande publique. Les prestations similaires seront confiées et exécutées par le titulaire du présent marché dans les mêmes conditions que celles qui y sont fixées.

1.10 Clause de réexamen

Conformément à l'article R2194-1 du Code de la Commande Publique, la CPAM se réserve, le cas échéant, le droit de mettre en œuvre une clause de réexamen en cas de changement de Titulaire.

II. Parties contractantes

Les parties contractantes sont :

**La CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE
DE LA HAUTE-GARONNE
3, Boulevard Léopold Escande
31093 TOULOUSE CEDEX 9**

Ci-après dénommée « **L'ORGANISME** »

Et :

Chacune des sociétés, titulaire de rang 1 ou de rang 2, du présent marché.

Ci-après dénommée : « **LE TITULAIRE** ».

Dispositions générales

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande alloti.

Le CCAG (Cahier des Clauses Administratives Générales) propriété intellectuelle du 30 mars 2021 s'applique au présent CCAP, en ce qu'il ne vient pas en contradiction avec les éléments énoncés au présent Cahier des Charges.

Tous les documents relatifs au présent marché sont rédigés en langue française et les prix cités en euros.

III. Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de propriété intellectuelle, les pièces constitutives de chaque marché sont les suivantes, établies par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement (établi à partir du formulaire ATTRI1) et ses annexes éventuelles, complété et signé par le titulaire ;
- L'annexe financière ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Les éventuelles questions et réponses intervenues en cours de publication de la procédure de marchés publics et jointes au Dossier de Consultation des Entreprises ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG - PI) (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles) ;
- Le mémoire justificatif de l'offre du Titulaire retenu (CMJO complété) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance postérieurs à la notification du Marché ;
- Les bons de commande issus de l'exécution ;
- Le(s) catalogue(s) du fournisseur au 1^{er} janvier de chaque année d'exécution du marché.

Le titulaire déclare connaître l'ensemble des pièces précitées, s'y référer et les accepter, étant entendu que certaines d'entre elles n'étaient pas comprises dans le DCE mais sont, par exemple, consultables sur des sites Internet tel que www.legifrance.gouv.fr.

Pendant toute la durée d'exécution du marché, toute disposition figurant dans des documents envoyés par le Titulaire qui seraient contraires aux dispositions des pièces contractuelles listées ci-avant, sera réputée non écrite. Il en est ainsi, sans que cette liste ne soit exhaustive, des conditions générales de vente du titulaire du marché.

IV. Durée

Le présent marché prend effet à compter de sa date de notification. Il a une durée initiale d'un an.

Il est renouvelable trois (3) fois par reconduction tacite par périodes successives d'un (1) an, sauf dénonciation du marché par l'Organisme en adressant au Titulaire une lettre envoyée en recommandé avec accusé de réception au moins un (1) mois avant chaque échéance annuelle.

Le Titulaire ne peut s'opposer à la reconduction tacite définie ci-avant.

V. Bons de commande

V.1 Modalité de commande des formations

La CPAM de la Haute-Garonne matérialisera un besoin de formation par l'émission d'un bon de commande. Le bon de commande comprendra la tarification telle qu'indiquée par le titulaire dans l'annexe financière du marché.

Le bon de commande transmis comportera *a minima* :

- le numéro de marché ;
- le numéro de bon de commande ;
- la formation ciblée ;
- le nombre de participants ;
- le lieu de la formation ;
- la date de la formation souhaitée.

V.2 Délais de transmission des bons de commande

La CPAM de la Haute-Garonne transmettra chacun des bons de commande au plus tard quatre semaines avant la date retenue pour la formation.

V.3 Emission des bons de commande

La CPAM de la Haute-Garonne transmettra les bons de commande au Titulaire, par tout moyen et notamment par courriel, qui devra en attester réception dans un délai maximum de deux jours ouvrés.

Les bons de commandes pourront être émis jusqu'au dernier jour d'exécution du marché, leur exécution pourra se dérouler et se clôturer postérieurement à son achèvement.

V.4 Non-exécution du bon de commande

Lorsque le Titulaire de premier rang est dans l'impossibilité d'exécuter le bon de commande en dehors des cas de force majeure ou des raisons exceptionnelles (indisponibilité par exemple des locaux de formation, absence prolongée du formateur dédié, etc.), il doit informer la Caisse des motifs l'empêchant d'exécuter le bon de commande dans un délai de cinq (5) jours calendaires à compter de la date de réception du bon de commande. Le bon de commande sera alors transmis au titulaire de second rang.

En cas de dépassement de ce délai, l'exécution du bon de commande est réputée comme étant acceptée, et toute absence d'exécution, hors cas de force majeure indépendant de la volonté du titulaire, peut entraîner la résiliation de plein droit du présent marché par la CPAM de Haute-Garonne sans indemnisation du Titulaire.

VI. Modalités d'exécution

VI.1 Formations interentreprises

Dans le cadre des formations interentreprises et préalablement à l'émission d'un bon de commande, la CPAM de la Haute-Garonne transmettra, par courriel, une demande de formation au titulaire. Ce dernier doit, sous 7 jours calendaires, proposer une formation devant se tenir dans un délai maximum de 90 jours calendaires.

Dans le cas où aucune date ne correspond à ce délai ou aucune réponse ne serait communiquée, la CPAM de la Haute-Garonne pourra faire une demande au titulaire de rang 2.

VI.2 Profil de l'intervenant

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG PI, lorsque l'un des profils proposés par le Titulaire se trouve dans l'incapacité de mettre en œuvre la formation, le remplaçant proposé par le Titulaire n'est considéré comme accepté que sur confirmation expresse de la CPAM de la Haute-Garonne.

VI.3 Organisation des sessions de formation

Concernant les formations intra-professionnelles :

Lorsque la CPAM fait une demande de formation, le titulaire doit obligatoirement respecter les délais suivants :

- Délai maximum laissé au titulaire pour faire une proposition de date : 72H à compter de l'envoi de la demande de formation ;
- Délai maximum entre l'envoi de la demande de formation et le jour de réalisation de la commande : 3 mois, sauf contre-indication indiquée au bon de commande permettant un délai plus long.

VI.4 Localisation des formations

Afin de minimiser le coût des formations ainsi que le temps passé par les salariés dans les déplacements, les formations de tous types doivent se dérouler à une distance raisonnable de l'agglomération toulousaine.

VI.5 Annulation ou report

Pour les annulations et les reports à l'initiative de la CPAM, les règles suivantes s'appliquent :

Pour les formations interentreprises :

- En cas de report : aucune somme de quelque sorte que ce soit (ni paiement, ni indemnité) ne s'applique à l'organisme quels que soient les dates de report et le délai de prévenance ;

- En cas d'annulation aucune somme de quelque sorte que ce soit (ni paiement, ni indemnité) ne s'applique à l'organisme dans la limite de 48h avant la date de la session de formation. En cas d'annulation dans un délai inférieur à 48h avant la date de la formation, l'organisme devra procéder au paiement de 50% du prix total de la prestation.

Pour les formations intra-entreprises :

- En cas de report : aucune somme de quelque sorte que ce soit (ni paiement, ni indemnité) ne s'applique à l'organisme dans la limite de 24h avant la date de la formation. En cas de décision de report dans un délai inférieur à 24h avant la date de la session de formation, l'organisme devra procéder au paiement de 50% du prix total de la prestation.
- En cas d'annulation : aucune somme de quelque sorte que ce soit (ni paiement, ni indemnité) ne s'applique à l'organisme dans la limite de 72h avant la date de la session de formation. En cas d'annulation dans un délai inférieur à 72h avant la date de la session de formation, l'organisme devra procéder au paiement de 50% du prix total de la prestation.

VI.6 Transmission des supports de formation

Le Titulaire chargé de l'exécution du bon de commande a la charge d'éditer et de fournir les supports de formation à hauteur du nombre de participants, sans surcoût, quel que soit le lieu de formation.

Le Titulaire édite les supports nécessaires à la formation sur un support adapté aux modalités pédagogiques de la formation : support numérique (ex. : clé USB, ...). Il en fournit autant que nécessaire. Il est demandé de ne fournir aucun support papier.

À l'issue de la formation et dans un délai maximum d'une semaine, le Titulaire en charge de la prestation transmettra à chacun des participants, avec copie à formationadministrative.cpam-haute-garonne@assurance-maladie.fr, les supports de la formation sous forme dématérialisée.

VI.7 Bilan des évaluations

Chaque évaluation, accompagnée d'un bilan des évaluations de satisfaction de la formation, est transmis par le Titulaire à la CPAM de Haute-Garonne par courriel indiqué à l'article VI.7 du présent CCAP.

VII. Achats hors marché

Pour des besoins occasionnels de faible montant, le pouvoir adjudicateur peut s'adresser à un prestataire autre que le titulaire, pour autant que le montant cumulé de tels achats ne dépasse pas 1 % du montant total du marché, ni la somme de 10 000 Euros HT.

VIII. Achats sur catalogue

En cas de besoin exceptionnel, l'Organisme peut commander auprès des Titulaires, sur catalogue, des formations qui ne seraient pas listées dans le CCTP. Ces formations devront correspondre à l'objet du marché.

Le titulaire pourra proposer une remise sur des parties de catalogue dans l'annexe financière.

Un catalogue mis à jour sera transmis par courriel par chaque titulaire entre le premier janvier et au plus tard le 15 janvier de chaque année d'exécution.

Dans le cadre de la démarche responsabilité sociale des organisations (RSO) engagée par la CPAM de la Haute-Garonne, il est demandé à chacun des Titulaires de ne pas faire de transmission de catalogues sous forme papier.

IX. Prix

Le présent marché est un accord-cadre à bons de commande sans montant minimum et comportant un montant annuel maximum de 50 000 € HT.

Les prix sont réputés complets, ils comprennent notamment toutes les charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement les prestations et sont considérés comme incluant de plein droit tous les frais afférents à la réalisation du Marché, à savoir, sans que la liste ne soit exhaustive, le coût du personnel, des déplacements et des repas du ou des formateurs, des supports de formation, de la logistique, des assurances.

L'unité monétaire qui s'applique au Marché est l'Euro.

Les prix du marché sont détaillés à l'annexe financière.

X. Conditions de règlement

Conformément à l'article R2191-22 du code de la Commande Publique, la périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois.

Lorsque le titulaire du marché est une petite ou moyenne entreprise ou un artisan au sens de l'article [R. 2151-13](#), une société coopérative de production, un groupement de producteurs agricoles, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou une entreprise adaptée, ce délai est ramené à un mois pour les marchés de travaux, et, sur demande du titulaire du marché, pour les marchés de fournitures et de services.

X.1 Modalités de transmission des factures

En application des dispositions de l'article L. 2192-3 et L. 2392-3 du code de la commande publique, le titulaire est invité, si possible, à privilégier la transmission des factures sous forme électronique. Pour ce faire, le titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition, le portail public de facturation dénommé « Chorus Pro », dans les conditions définies au présent article.

L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le titulaire est informé que Chorus Pro est le vecteur exclusif de transmission des factures sous forme dématérialisée : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ne sera pas acceptée. Par suite, en cas de réception d'une facture électronique non adressée via Chorus Pro, la CPAM de Haute-Garonne informera le titulaire du rejet de sa facture par mail ou par courrier et l'invitera à s'y conformer.

En cas de réception d'une facture adressée via Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après ou comportant des informations erronées, la CPAM de Haute-Garonne informera le titulaire du rejet de sa facture par message généré via Chorus Pro et l'invitera à réadresser via le portail une facture dûment rectifiée.

Ainsi, le titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera la CPAM de Haute-Garonne en tant que destinataire de la facture : 776 950 404 00025
- Le code service qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure : FORMATION
- Le numéro d'engagement qui correspond au NUMERO DE COMMANDE

À défaut de numéro de commande, il conviendra de mentionner le numéro du marché tel qu'il figure sur l'acte d'engagement du présent marché ou, à défaut, toute référence permettant d'identifier votre prestation.

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le titulaire pourra consulter:

- le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-choruspro.finances.gouv.fr/>
- l'aide en ligne du portail Chorus Pro.

Dans le cas où, l'usage de la facture électronique ne serait pas possible, le titulaire devra transmettre les factures au format papier. Pour ce faire, celles-ci devront être adressées par courrier dans le respect des exigences suivantes.

Les factures doivent alors être établies en un original et deux duplicata et envoyées à l'adresse suivante :

CPAM de Haute-Garonne – Service facturier
31093 Toulouse Cedex 9

Mentions devant figurer sur les factures papiers ou électroniques

Les factures devront comporter à *minima*, en application de l'article D.2192-2, les indications suivantes, conformes au marché :

- nom et adresse du Titulaire ;
- le numéro de facture (la numérotation des factures est chronologique et continue) ;
- nom et adresse du destinataire ;
- le numéro du bon de commande ;
- le numéro du présent contrat ;

- le cas échéant, le numéro de son compte bancaire ou postal tel que précisé dans le présent article ;
- la date d'émission de la facture ;
- prestations effectuées, désignation des produit livrés, dates de livraison et quantités ;
- le prix unitaire H.T ou lorsqu'il y a lieu le prix forfaitaire, montant de la T.V.A. et le prix T.T.C ;
- le prix total HT, montant total TVA, prix total TTC.

X.2 Modalités de règlement

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique.

Les prestations sont payables sur présentation de la facture.

La CPAM de la Haute-Garonne se libère des sommes dues en exécution du présent marché en domiciliaant ses paiements au crédit du compte ouvert du Titulaire tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement, ou à tout autre compte communiqué, par courrier, par le Titulaire. Cette modification ne donne pas lieu à la rédaction d'un avenant.

L'Agent Comptable de la CPAM de Haute-Garonne règle les sommes dues en exécution du présent marché dans un délai de 30 jours, à compter de la réception de la facture, après réalisation par le Titulaire et réception par la CPAM de Haute-Garonne des prestations dans les conditions prévues à l'article technique du présent marché.

Le non-paiement dans les délais des sommes dues par la CPAM de Haute-Garonne en application du présent marché donne lieu de plein droit, et sans autre formalité, au profit du Titulaire :

- Au versement des intérêts moratoires au profit du Titulaire :

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

- Au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

X.3 Avance

L'option A de l'article 11.1 du CCAG PI est retenue pour la mise en œuvre du présent accord-cadre.

Conformément aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance sera versée au Titulaire, sauf refus exprimé dans l'acte d'engagement, lorsque le montant du marché public est supérieur à 50 000 Euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Conformément aux articles R2196-16 à 19, chaque bon de commande émis dans le cadre du présent accord-cadre et respectant les conditions énoncées supra pourra faire l'objet d'une demande d'avance émanant du Titulaire en charge de l'exécution du bon de commande.

En application de l'article R. 2191-9, le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Cette avance n'est due que sur la part du marché que le Titulaire ne sous-traite pas.

Il est d'ailleurs précisé que, dès lors que le Titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants ayant droit au paiement direct, et ce sur le fondement de l'article R. 2193-10 du Code. Les modalités de calcul de l'avance telles que prévues par l'article R. 2191-3 précité, leur sont applicables, mais par référence au montant des prestations sous-traitées.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du Marché ou de l'acte spécial par le pouvoir adjudicateur.

Que ce soit un Titulaire du Marché ou le sous-traitant, le remboursement de l'avance s'effectue par précompte sur les sommes dues à titre d'acompte ou de solde.

Ce remboursement commence lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant du marché. Ce remboursement doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 % du montant, toutes taxes comprises, du marché. Le remboursement pour le sous-traitant se fait selon les mêmes modalités.

En cas de groupement solidaire, les paiements des membres sont effectués sur un compte unique ouvert au nom des membres ou du mandataire.

Dans l'hypothèse où la demande ne serait pas constituée dans les conditions et délais décrites supra, le Titulaire perdrait jusqu'à la fin du Marché la possibilité d'obtenir l'avance.

XI. Responsabilité et assurances

En complément des dispositions mentionnées aux articles 8 et 9 du CCAG-PI, est convenu ce qui suit.

XI.1 Responsabilité contractuelle

Sauf pour les hypothèses relevant de la force majeure ou pour des manquements dont l'origine serait imputable à la défaillance de la CPAM dans l'exécution du marché, le Titulaire est responsable de tout manquement à ses obligations contractuelles au titre du présent marché et doit réparation pour les dommages causés à la CPAM, à ses préposés et/ou tiers.

Cette responsabilité peut être engagée indépendamment de l'application des pénalités, telles que prévues au présent document.

XI.2 Assurances

Il est fait application de l'article 9 du CCAG-PI. À chaque renouvellement de sa police, le titulaire devra fournir à la CPAM la nouvelle attestation d'assurance et ce, pendant l'intégralité de la durée du marché.

XII. Pénalités

Les pénalités présentées ci-après s'entendent hors taxes et sont applicables sans mise en demeure, sauf exception expressément spécifiée.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI, aucune invitation à présenter des observations écrites ne sera transmise à un Titulaire du présent accord-cadre. Chacun des Titulaires sera redevable des pénalités quel qu'en soit leur montant, sans pouvoir demander à bénéficier de l'exonération évoquée par l'article 14.1.3 du CCAG – propriété intellectuelle ou du montant maximum de 10% du montant total hors taxe du marché ou du bon de commande indiqué à l'article 14.1.2 de ce même CCAG.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution ou la mauvaise exécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de pénalités.

Les pénalités seront dues, sans préjudice des dommages et intérêts que la CPAM pourrait réclamer et de son droit de résilier le marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités ne seront pas applicables si l'évènement en cause a exclusivement et directement pour origine un cas de force majeure ou une faute imputable à la CPAM.

Pénalités pour retard dans l'exécution du marché :

Il est avant tout spécifié que tous les délais d'exécution indiqués dans l'une quelconque des pièces contractuelles du marché sont à considérer comme ayant un caractère impératif. Le non-respect d'un délai pourra donc donner lieu à l'application des pénalités suivantes.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG – propriété intellectuelle, en cas d'inexécution ou de retard d'exécution imputable au titulaire (et/ou son sous-traitant) pour l'un des délais qui lui incombent, la CPAM se réserve le droit de lui appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 100 € par jour de retard.

Cette pénalité s'applique dès le 1^{er} jour de retard constaté.

Par ailleurs, les pénalités suivantes s'appliquent :

- Absence de confirmation de réception d'un bon de commande au-delà des deux jours ouvrés prévus au présent CCAP : 20€ par jour ouvré de retard ;
- Annulation sans justification et sans proposition de report dans les 4 semaines suivant la date initialement prévue d'une formation du fait du Titulaire : 500 € par formation ;
- Absence injustifiée du formateur le jour de la formation : 750 € par jour d'absence ;
- Dépassement des trente jours nécessaires à la présentation d'un nouveau profil suite à l'indisponibilité du profil proposé à l'appui de l'offre : 50 € par jour de retard ;
- En cas de refus du profil remplaçant par la CPAM de la Haute-Garonne, dépassement du délai de trente jours pour la proposition du profil d'un autre remplaçant : 50 € par jour de retard ;
- Absence de remise du catalogue mis à jour avant le 15 janvier de l'année : 20 € par jour de retard

XIII. Confidentialité

Le Titulaire s'engage à considérer comme strictement confidentielles, toutes les informations, ci-après désignées les « Informations Confidentielles » qui lui seront communiquées par la CPAM au titre du présent marché.

Dès lors, toute divulgation de ces informations est susceptible de causer un préjudice à la CPAM.

Par conséquent, le Titulaire s'interdit de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

LE TITULAIRE S'ENGAGE NOTAMMENT À :

- Prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux Informations Confidentielles,
- Ne pas utiliser les Informations Confidentielles autrement que dans le cadre du marché,
- Ne pas reproduire les Informations Confidentielles pour elle-même,
- Ne pas divulguer les Informations Confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par le marché,
- Ne pas utiliser les Informations Confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, de développement ou commercialisation de produits ou services similaires ou concurrentiels à ceux de la CPAM,
- Ne divulguer les Informations Confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant nécessité de les connaître dans le cadre du marché,
- S'assurer et garantir le respect du présent Engagement de Confidentialité par ses préposés, et de manière générale, mettre en œuvre tous les moyens pour faire respecter cette disposition, notamment par les membres de son personnel, ses collaborateurs, filiales, société mère, et sous – traitants éventuels.

LE TITULAIRE EST DÉLIÉ DE SON ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITÉ AU CAS OU :

- La divulgation des Informations Confidentielles est exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation est nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits dans le cadre du marché,
- Les Informations Confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public par la CPAM,
- Les Informations Confidentielles tombent ou sont tombées dans le domaine public sans violation du présent Engagement de Confidentialité,
- Les Informations Confidentielles sont connues de la Société au moment de la première divulgation, sous réserve que la Société en apporte la preuve,
- Les Informations Confidentielles sont déjà connues du public, sont tombées dans le domaine public, sans violation du présent Engagement de Confidentialité,

PROPRIÉTÉ DES INFORMATIONS CONFIDENTIELLES

La Société reconnaît que les Informations Confidentielles qui lui sont communiquées par la CPAM sous forme tangible sont et restent la propriété de la CPAM.

La Société s'engage à ce que ces Informations Confidentielles, ainsi que toute copie et reproduction licite de celles-ci soient, dans les trente (30) jours de la demande écrite de la CPAM, restituées à celle-ci sans délai ou détruites, à la discrétion de la CPAM.

La Société reconnaît que la communication des Informations Confidentielles ne saurait être interprétée comme lui accordant une quelconque licence d'exploitation, licence d'utilisation, brevet, marque, modèle ou un quelconque droit de propriété des Informations Confidentielles ou d'utilisation de celles-ci.

RESPONSABILITÉ

En cas de divulgation d'Informations Confidentielles par la Société, il lui appartiendra de prouver la conformité de cette divulgation avec les termes du présent Engagement de Confidentialité.

La société reconnaît qu'en cas de divulgation des Informations Confidentielles de son fait, non conforme au présent Engagement de Confidentialité, la réparation de tous les dommages y afférents seront à sa charge.

DURÉE

La Société s'engage à respecter le présent Engagement de Confidentialité dès sa signature et pendant toute la durée du marché ainsi que pendant une période de cinq (5) ans suivant la fin du marché, et ce, pour quelque cause que ce soit.

COMPÉTENCE - RÈGLEMENT DES LITIGES

Le présent Engagement de Confidentialité est soumis au droit français.

Tout différend entre la Société et la CPAM relatif au présent Engagement de Confidentialité, non résolu à l'amiable, sera porté, par la partie la plus diligente, devant le Tribunal compétent.

XIV. Résiliation

Les dispositions des articles 29 et suivants du CCAG s'appliquent.

Outre les cas de résiliation visés au CCAG – propriété intellectuelle, la CPAM pourra résilier le marché :

- si le Titulaire est placé dans l'un des cas d'interdiction de soumissionner prévus par le Code de la commande publique ;
- en cas d'inexactitude ou de refus de produire les documents visés aux articles R. 2143-5 à R. 2143-15 du Code de la commande publique ;
- en cas de force majeure pris dans le sens de l'article 1218 du Code civil, rendant impossible de manière définitive la poursuite des prestations objet du marché, après mise en demeure restée infructueuse ;
- à la suite de l'acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus, en cas de non production de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement des sommes dues au sous-traitant de second rang et plus, et ce après mise en demeure restée infructueuse.

Dans tous les cas de résiliation avec mise en demeure : il est spécifié que la résiliation prendra effet après l'envoi au Titulaire défaillant d'une lettre valant mise en demeure par recommandé avec accusé

de réception, restée en tout ou partie infructueuse dans le délai imparti ou, à défaut, dans le délai de quinze (15) jours calendaires à compter de son envoi.

Une résiliation pour faute du Titulaire, quel qu'en soit le motif, n'ouvrira droit à aucune indemnisation à ce titre.

Par dérogation à l'article 33 du CCAG – Propriété intellectuelle, dans l'hypothèse d'une résiliation pour motif d'intérêt général, l'indemnité de résiliation à laquelle le Titulaire pourra prétendre sera fixée à 4% du montant initial HT du Marché, diminué du montant HT non révisé des prestations reçues.

XV. Règlement des litiges

En cas de litige lié à l'exécution du présent marché, le Tribunal judiciaire de Toulouse est compétent (Adresse : 2, Allée Jules Guesde - 31000 TOULOUSE / Tel : 05.61.33.70.70 – Fax : 05.61.33.71.13 / URL : <http://www.justice.gouv.fr/>)

XVI. Dérogations au CCAG PI

Article CCAP	Article CCAG-PI
I.8 Cotraitance	Article 3.5
III. Pièces constitutives	Article 4
IV.1 Profil de l'intervenant	Article 3.4.3
IX. Modalités de règlement	Article 11
XI. Responsabilités et assurances	Articles 8 et 9
XII. Pénalités	Article 14
XIV. Résiliation	Articles 36 et suivants